

Annexe 3.2

Covid-19 : convention-type portant sur les conditions d'intervention des infirmiers de ville en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes pendant l'état d'urgence sanitaire

Mise à jour le 03/12/2020

Entre : L'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes XXXXX (ci-après désigné par le terme « l'EHPAD »),

Adresse :
Numéro de téléphone :
Mail :
Numéro FINESS juridique :
Numéro FINESS géographique :

représenté par son directeur M. ou Mme XXXXX,

D'une part,

Et :

[M. ou Mme XXXXX, infirmier(ère) diplômé(e) d'Etat libéral(e) ou salarié(e) d'un centre de soins infirmiers ou de centre de santé intervenant au même titre dans l'EHPAD auprès des résidents (ci-après désigné par le terme « professionnel de santé »)]

Adresse :
Numéro de téléphone :
Mail :
Numéro RPPS le cas échéant :
Numéro AM le cas échéant :

D'autre part.

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
Vu l'ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La crise sanitaire engendrée par le coronavirus a conduit le gouvernement à prendre des mesures

inédites pour contenir l'épidémie de Covid-19.

Le confinement des résidents en EHPAD, comme celui de la population en général, vise à rompre la chaîne de contamination et protéger le plus grand nombre. Les gestionnaires d'établissements et leurs personnels s'efforcent de mettre en place l'organisation la plus pertinente en tenant compte des situations individuelles.

La population des personnes âgées de plus de 70 ans constitue le public le plus vulnérable à l'épidémie de Covid-19. En effet, les formes graves et sévères du Covid-19 touchent tout particulièrement la population âgée. Les personnes âgées vivant en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) sont donc particulièrement exposées à la maladie.

Dans le contexte d'épidémie liée au COVID-19, la situation de ces résidents d'EHPAD nécessite l'appui de tous les professionnels de santé qu'ils exercent en établissements de santé ou en ville, au premier rang desquels les médecins généralistes, les gériatres et les infirmiers libéraux.

La présente convention est conclue dans le cadre des modalités adaptées de tarification et de facturation prévues pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention vise à favoriser et faciliter l'intervention des professionnels de santé libéraux ou salariés de centres de soins infirmiers ou de centres de santé auprès des résidents en EHPAD afin d'assurer leur accompagnement et la réalisation des soins dans les meilleures conditions tenant compte des mesures d'hygiène et de sécurité à observer durant la période d'épidémie au COVID-19.

Les interventions des professionnels de santé prennent la forme de vacations et viennent renforcer les équipes soignantes et pallier l'indisponibilité du personnel salarié de l'EHPAD ou des professionnels libéraux déjà rémunérés par l'EHPAD en application d'une autre convention.

Les modalités de financement des vacations sont également décrites.

Article 2 : Champ d'application de la convention

La présente convention ne se substitue pas à celle qui aurait été conclue par « l'EHPAD » avec le « professionnel de santé », et en application de laquelle ses interventions seraient rémunérées par « l'EHPAD ».

La présente convention est donc conclue avec le « professionnel de santé » n'étant pas déjà lié à « l'EHPAD » par une convention organisant ses interventions et ses modalités de rémunération par « l'EHPAD ».

Article 3 : Engagement des parties

L'infirmier(e) s'engage à fournir les dates de ses interventions et le nom des résidents auprès desquels il est intervenu au directeur de « l'EHPAD », ainsi que toute information utile à la gestion de ces interventions en lien avec le médecin coordonnateur de « l'EHPAD », ou à défaut le médecin

référént désigné par le directeur de « l'EHPAD ». Un modèle de tableau récapitulatif est proposé à titre indicatif en PJ 1 à la présente convention.

L'infirmier(e) s'engage à envoyer chaque semaine à sa caisse de rattachement la facture précisant le nombre de ½ journées d'interventions effectuées sur la période sur laquelle elle porte selon le modèle de facture fourni en annexe 2 à la présente convention.

Le « professionnel de santé » atteste de l'exactitude des informations renseignées sur la facture signée.

La réception de ces factures déclenche le paiement par la caisse pivot d'assurance maladie des forfaits mentionnés à l'article 4.

Le directeur de « l'EHPAD » s'engage à établir un tableau de recensement des vacations effectuées par chaque « professionnel de santé » avec leurs dates d'interventions et leurs demi-journées de présence.

Les tableaux récapitulatifs des vacations sont tenus à la disposition de la caisse pivot d'assurance maladie définie en application de l'article R.174-9 du code de la Sécurité sociale.

Article 4 : Modalités de financement des vacations

L'IDEL est rémunéré par une somme forfaitaire de 220 € par demi-journée.

Le forfait est exclusif de toute cotation à l'acte. Le « professionnel de santé » ne procède à aucune facturation sur la carte vitale du résident.

Le forfait est versé à chaque « professionnel de santé » par la caisse pivot d'assurance maladie de « l'EHPAD » à la réception des tableaux des vacations mentionnés à l'article 3.

Les infirmiers peuvent, dès lors que la situation sanitaire de l'EHPAD le justifie, assurer une présence la nuit dans la limite de 12h, soit 770€ les 12h. Les forfaits seront versés aux IDE libéraux par leur caisse primaire de rattachement de l'IDE ou du centre de santé. Ce forfait est financé en sus du forfait soins de l'EHPAD quelle que soit son option tarifaire, il n'est pas cumulable avec une facturation à l'acte.

Article 5 : Communication de la convention

Une copie de la convention est tenue à la disposition de la caisse pivot d'assurance maladie de « l'EHPAD » définie en application des dispositions de l'article R.174-9 du code de la Sécurité sociale.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est applicable à compter de la date de sa signature par les parties. Elle prendra fin au plus tard 3 mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le Gouvernement en application de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Article 7 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée à tout moment et sans préavis. Elle peut prendre fin notamment en cas de non-respect des différents articles de la présente convention, ou à la demande de l'une des parties prenantes de cette convention.

Fait à, le
(en X exemplaires originaux)

Signataires :

Directeur de l'EHPAD

Professionnel libéral